



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1224

28 janvier 2016

- **Menacée par les sbires du pouvoir, la Radio Télé Kiskeya lance un appel aux secteurs conséquents de la vie nationale**
- **Offensive des forces du statu quo après l'annulation des scrutins du 24 janvier**
- **Le Mouvement Patriotique Démocratique Populaire (MPDP) appuie l'initiative de désobéissance et de rébellion générale pour un gouvernement de transition**
- **Un observateur électoral belge accuse la communauté internationale de pousser Haïti vers l'instabilité**

>> **Menacée par les sbires du pouvoir, la Radio Télé Kiskeya lance un appel aux secteurs de la vie nationale**

Le directeur général de la Radio Télé Kiskeya, Marvel Dandin, a lancé un appel, le 23 janvier, aux divers secteurs de la vie nationale face à des menaces du pouvoir pesant sur le personnel de la station. Il attire l'attention sur le danger imminent qui plane sur la station et particulièrement sur la directrice de programmation Liliane Pierre-Paul. La station subit ces menaces à cause de son engagement en faveur de la démocratie et dans la lutte qu'elle mène depuis plusieurs années pour la liberté de la presse, la liberté d'expression et l'organisation d'élections libres et transparentes. La Radio dénonce les propos désobligeants tenus par Joseph Lorquet et Ronald Nelson, à l'encontre de la journaliste Liliane Pierre-Paul, devant les caméras de la station Storm TV appartenant au fils du président Michel Martelly. Marvel Dandin dénonce une campagne de mensonge de la part du pouvoir visant à faire passer la Radio Télé Kiskeya pour ce qu'elle n'est pas afin d'orchestrer toutes sortes d'attentats contre elle. Martelly a même composé une méringue carnavalesque pour dénigrer Liliane Pierre-Paul. Joseph Lorquet a déjà été arrêté, soupçonné d'être complice de l'ancien journaliste Ernst Laventure Edouard, dit *Konpè Mòlòskòt*, dans une série de combines mafieuses liées à la livraison de permis de port d'armes, d'utilisation de gyrophares et de sirènes, de vitres teintées et l'accès à des privilèges

douaniers au cours du mois de juillet 2013. Après son élection en 2011, Martelly s'est brouillé, à un certain moment, avec son promoteur Joseph Lorquet lorsqu'il était lui-même artiste. En octobre 2013, le Réseau national de défense des droits humains attirait l'attention sur les agissements violents de Ronald Nelson, qui utilisait le statut que lui confère son amitié avec Martelly, pour attaquer des citoyens haïtiens, les menacer avec son arme à feu, les soumettre à des sévices corporels ou ordonner leur exécution sommaire. Dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre 2015, les locaux de Radio Télé Kiskeya ont été la cible de tirs d'armes automatiques. Des agents de la Brigade d'intervention motorisée (BIM), postés à proximité au lendemain de cette attaque, ont été rappelés quelques heures après une intervention « sordide » de Michel Martelly dans une émission sur Radio-Télé Métropole, le 21 janvier, ciblant la journaliste Liliane Pierre-Paul. Le discours de Martelly indique qu'il détient le droit de vie et de mort sur les gens, déclare-t-elle. « Vous me menacez, vous me persécutez et vous me harcelez. (...) Vous avez essayé de nous discréditer, en faisant croire qu'il y a des journalistes qui tiennent des propos en guise de chantage pour vous soutirer de l'argent ». Elle a souligné le silence de Martelly face à des accusations pour trafic de drogue, dont il fait l'objet.

>> **Offensive des forces du statu quo après l'annulation des scrutins du 24 janvier**

Des groupes armés dans le Nord et le Plateau central, dont certains prétendent être d'anciens militaires, se positionnent en ordre de bataille, affirmant vouloir défendre Michel Martelly et son poulain Jovenel Moïse. Ils ont investi violemment

plusieurs villes, après l'annulation des scrutins du 24 janvier et veulent imposer au pays le même régime qui a échoué durant les cinq dernières années. Martelly a écrit aux 4 secteurs (église catholique romaine, église protestante, presse,

droits humains), dont les représentants ont démissionné, pour avoir de nouveaux choix au Conseil électoral. Il chercherait ainsi, avec l'appui de pans de la communauté internationale, à organiser de nouveaux scrutins dans les mêmes conditions que 2015, estiment les milieux politiques. Alors que le régime sortant n'a pris aucune disposition pour le renouvellement du personnel politique, entre 2011 et 2016, il déclare que seules les élections permettraient de sortir de l'impasse. La mise en place d'un gouvernement de transition semble de plus en plus se profiler à l'horizon avec, en filigrane, une lutte acharnée entre les forces du changement et celles arc-boutées au statu quo et au maintien

des privilèges. Diverses propositions sont rendues publiques après celles du Groupe des 8 candidats à la présidence qui contestent les résultats des scrutins du 25 octobre. Le sénat et la chambre des députés préparent également leurs plans de sortie de crise politique, qui impliqueraient le gouvernement Tèt Kale. Sur le terrain, après l'annulation du second tour des manifestations se poursuivent dans les rues de Port-au-Prince, l'opposition observe une trêve pour analyser la situation. Telle est la réalité à quelques jours du 7 février, quand Michel Martelly devra laisser le fauteuil présidentiel.

>> Le Mouvement Patriotique Démocratique Populaire (MPDP) appuie l'initiative de désobéissance et de rébellion générale pour un gouvernement de transition

Seul un gouvernement de transition démocratique populaire peut permettre au peuple haïtien de recouvrer sa liberté et sa souveraineté et de combattre la misère, dans le contexte difficile où se trouve le pays. Ce gouvernement de transition devrait jeter les bases pour la recherche de solutions à la crise du pays, indique le Mouvement patriotique démocratique populaire (MPDP), le 22 janvier. Le MPDP réclame un gouvernement qui n'est ni le résultat de la puissance étrangère, ni de celui d'un gouvernement antinational et antipopulaire,

comme celui de Martelly-Paul. Ce gouvernement doit avoir comme boussole l'intérêt du pays et celui de la majorité de la population. Dans le camp adverse, le candidat du Parti haïtien Tèt Kale (PHTK) au pouvoir, Jovenel Moïse, a demandé, le 23 janvier, l'organisation rapide d'un deuxième tour du scrutin présidentiel, qui le confronterait à Jude Célestin de la Ligue alternative pour le progrès et l'émancipation haïtienne (LAPEH).

(<http://www.alterpresse.org/spip.php?article19585>)

>> Un observateur électoral belge accuse la communauté internationale de pousser Haïti vers l'instabilité

« La communauté internationale a mis Haïti sur un chemin, qui conduira le pays à l'instabilité et à l'incertitude », critique Joris Willems, politologue belge qui a observé les élections controversées. La communauté internationale « a été extrêmement permissive vis-à-vis du président Michel Martelly, qui n'a réalisé aucune élection » au terme de son mandat de 5 ans, estime-t-il, invité de l'émission *Ti chèn ba*, sur AlterRadio. Il reproche aux membres du Core Group (groupe des « pays amis » d'Haïti) d'avoir conçu un éventuel « scénario » d'instabilité pour le pays, en proie à une grave crise politique, suite aux élections des 9 août et 25 octobre. Pour Willems, arrivé dans le pays en 2008, « la communauté internationale agit en Haïti comme un éléphant dans un magasin de porcelaine ». Un deuxième tour, prévu pour le 24 janvier, a été

reporté, sous la pression sociale. De nombreux secteurs ont jugé que les conditions n'étaient pas réunies pour la tenue de ces élections. Seul le candidat du pouvoir, Jovenel Moïse, menait campagne pour ce deuxième tour, boudé par son rival Jude Célestin, candidat de l'opposition, dont les réclamations n'ont pas été prises en compte. Malgré des manifestations répétées et la mobilisation des organisations citoyennes, le gouvernement et le Conseil électoral ont bénéficié du ferme appui de la communauté internationale pour aller « tête droite » vers le scrutin du 24 janvier. Joris Willems prépare, actuellement, un doctorat sur le rôle de la communauté internationale durant les 30 dernières années de démocratisation en Haïti, après la chute de la dictature des Duvalier le 7 février 1986.

A lire également :

- « C'est aux Haïtiens de décider de l'avenir d'Haïti », dicit Celso Amorim de l'Oea (www.alterpresse.org/spip.php?article19589);
- Un gouvernement de transition pour sortir de la crise, propose le G-8 (www.alterpresse.org/spip.php?article19588);
- Des proches du PHTK s'attaquent à des écoliers (lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/154905/Des-proches-du-PHTK-sattaquent-a-des-ecoliers);
- « Haïti est le seul pays au monde, où un dealer de drogue de la trempe de Guy Philippe peut parler si fort », selon Samuel Madistin (lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/154870/Haiti-est-le-seul-pays-au-monde-ou-un-dealer-de-dro-gue-de-la-trempe-de-Guy-Philippe-peut-parler-si-fort-selon-Samuel-Madistin);
- Culture : Le jazz, une musique de plus en plus personnalisée et complexe, selon le compositeur suisse Pascal Schaer (www.alterpresse.org/spip.php?article19590).